

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Relations France-AL/Caraïbes (France) > **Haïti : Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy**

# **Haïti : Lettre ouverte au président français Nicolas Sarkozy**

mardi 17 août 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 16 août 2010).

**Dans une lettre ouverte publiée aujourd'hui dans le quotidien français *Libération*, plus de 90 écrivains, universitaires de renom et autres personnalités mondialement connues demandent publiquement au gouvernement français de restituer les 90 millions de francs or extorqués par la France à Haïti à la suite de son indépendance.**

**Parmi les signataires, on retrouve le linguiste du MIT Noam Chomsky, la journaliste Naomi Klein, les écrivains Eduardo Galeano et Ariel Dorfman, le professeur de l'Université de Princeton Cornel West, les philosophes français Alain Badiou, Étienne Balibar et Jacques Rancière, ainsi que plusieurs membres du Parlement européen, incluant le militant altermondialiste José Bové. Des membres de l'Assemblée nationale de France et du Québec, de même que Walden Bello, écrivain et membre élu de la Chambre des représentants des Philippines, ont également signé la lettre.**

**Le 16 août, 2010**

---

Le gouvernement français a indiqué qu'il envisageait de poursuivre en justice le Comité pour le Remboursement Immédiat des Milliards Envolés d'Haïti (CRIME) pour le canular inspiré des Yes Men dans lequel la France promettait, le 14 juillet dernier, la restitution de la dette historique d'Haïti.

Nous croyons que l'idéal d'égalité, de fraternité et de liberté cher à la France serait beaucoup mieux servi si, au lieu de dilapider les fonds publics dans des poursuites contre les auteurs du canular, le gouvernement français commençait à rembourser à Haïti les 90 millions de francs or qui lui furent extorqués suite à son indépendance.

Cette "dette de l'indépendance", aujourd'hui évaluée à bien plus que les 17 milliards d'euros promis dans la fausse annonce du 14 juillet dernier, a forcé de manière illégitime un peuple s'étant libéré de l'esclavage par son indépendance à payer doublement pour sa liberté. Imposée sous menace d'invasion militaire et de la restauration de l'esclavage par le roi français Charles X afin de dédommager les anciens colons propriétaires d'esclaves pour perte "de propriété", cette indemnité a fait ployer des générations d'Haïtiens sous le poids d'une dette illégitime, dette que la nation haïtienne n'a fini de payer qu'en 1947.

La France n'est pas le seul pays qui a une dette envers Haïti. Après 1947, Haïti a contracté des dettes auprès des banques commerciales et des institutions financières internationales sous la dictature de Duvalier, lequel a ainsi puisé des milliards dans les fonds publics. Les besoins vitaux et

les aspirations au développement de générations entières d'Haïtiens ont par le fait même été sacrifiés pour rembourser ces dettes. Inclure Haïti dans les Pays Pauvres Très Endettés (PTE) et annuler une partie de sa dette actuelle ne réparent pas les dommages financiers encourus par ses dettes récentes.

De plus, en 2000, des prêts de la Banque interaméricaine de développement (BID) s'élevant à 150 millions de dollars et devant servir à payer des infrastructures de base ont été bloqués illégalement par le gouvernement américain en guise de pression politique. Cela aussi fit des dommages économiques et humains considérables. Voilà pourquoi ces institutions et gouvernements devraient être tenus responsables pour les méfaits commis envers l'économie et la société haïtienne.

En 2003, quand le gouvernement haïtien demanda le remboursement de l'argent extorqué à Haïti, le gouvernement français a participé à son renversement. Aujourd'hui, le gouvernement français répond à la même demande du CRIME en le menaçant de poursuites judiciaires. Il s'agit à n'en pas douter de réponses inadéquates à une demande qui est moralement, économiquement, et légalement inattaquable. Considérant les besoins financiers criants de ce pays dévasté par le terrible séisme du 12 janvier dernier, nous vous pressons donc, monsieur le Président, de restituer à Haïti, la première république noire de l'histoire, la dette historique de son indépendance.

Tariq Ali, écrivain

Gilbert Achcar, écrivain

Michael Albert, Z Communications

Pierre Alferi, écrivain

Jean-Claude Amara, porte parole de Droits devant !!

Kevin B Anderson, University of California at Santa Barbara

Roger Annis, Haiti Solidarity BC

Anthony Arno, écrivain et rédacteur, Haymarket Books

Alain Badiou, European Graduate School

Rosalyn Baxandall, State University of New York Old Westbury

Étienne Balibar, Professeur émérite de Philosophie, Paris-Nanterre

Nnimmo Bassey, Environmental Rights Action/Ami(e) de la terre—Nigeria

Pierre Beaudet, Alternatives internationales

Dan Beeton, Center for Economic and Policy Research

Walden Bello, Membre du Parlement aux Philippines

Medea Benjamin, Code Pink

Andy Bichlbaum & Mike Bonnano, les "Yes Men"

Serge Bouchereau, Résistance Haïtienne au Québec

Myriam Bourgy, CADTM International (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

Houria Bouteldja, Indigènes de la République

Jose Bové, député européen Europe Ecologie

Ellen Cantarow, journaliste

Leslie Cagan, co-fondateur, United for Peace and Justice

Aldrin Calixte, Haiti Survie/ Ami(e) de la terre—Haïti

Camille Chalmers, Université d'Etat d'Haïti & Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif

Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale

Noam Chomsky, Massachusetts Institute of Technology

Jeff Cohen, écrivain & critique des médias

Jim Cohen, Science Politique, Paris VIII

Daniel Cohn-Bendit, député européen Europe Ecologie, co-président du groupe Verts-Alliance libre européenne

Brian Concannon, Institute for Justice & Democracy In Haiti  
Raphaël Confiant, écrivain  
Mike Davis, University of California Riverside  
Warren Davis, Philadelphia Jobs with Justice  
Nick Dearden, Jubilee Debt Campaign UK  
Rokhaya Diallo, Les indivisibles  
Christine Delphy, professeur de Sociologie  
Rea Dol, directrice de l'école SOPUDEP à Port-au-Prince  
Ariel Dorfman, Duke University  
Berthony Dupont, Haïti Liberté  
Stephen Duncombe, New York University  
Ben Ehrenreich, écrivain  
Joe Emersberger, *MediaLens*  
Yves Engler écrivain  
Eric Fassin, sociologue, Ecole Normale Supérieure  
Dianne Feeley, rédactrice, Against the Current  
John Feffer, co-directeur, Foreign Policy In Focus  
Anthony Fenton, journaliste & chercheur  
Bill Fletcher, Jr., BlackCommentator.com  
Eduardo Galeano, écrivain  
Grazia Ietto-Gillies, UNCTAD & London South Bank University  
Greg Grandin, New York University  
Arun Gupta, rédacteur en chef, The Independent  
Peter Hallward, professeur de philosophie, Kingston University  
Hamé, rappeur, La Rumeur  
Stuart Hammond, Canada Haiti Action Network  
Thomas Harrison, co-directeur, Campaign for Peace and Democracy  
Helene Hazera, producteur, radio France Culture  
John Hilary, Directeur exécutif, War on Want  
HK, musicien, Hk & les saltimbanks  
Doug Ireland, *Bakchich l'hebdo*  
Kim Ives, *Haïti Liberté*  
Olatunde Johnson, directeur, Ami(e) de la terre—Sierra Leone  
Eva Joly, députée européenne Europe Ecologie, présidente de la Commission Développement au Parlement européen  
Mario Joseph, Bureau des Avocats Internationaux (Port-au-Prince)  
Mathieu Kassovitz, réalisateur  
Robin D. G. Kelley, écrivain et universitaire, University of Southern California  
Amir Khadir, Québec Solidaire, député à l'Assemblée Nationale du Québec  
Richard Kim, The Nation  
Sadri Khiari, mouvement des Indigènes de la République (MIR)  
Naomi Klein, écrivain  
Pierre Labossiere, Haiti Action  
Joanne Landy, Campaign for Peace and Democracy  
Fanfan Latour, Haïti Liberté  
Charles Laurence, journalist and author  
Jesse Lemisch, John Jay College of Criminal Justice, City University of NY  
Reed Lindsay, journaliste  
Pauline Londeix, ACT UP-Paris  
Isabel Macdonald, journaliste  
Christian Mahieux, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires (France)

Henri Maler, universitaire  
Noël Mamère, membre de l'Assemblée nationale (France)  
Betty Reid Mandell, New Politics  
Marvin Mandell, New Politics  
Jerome Martin, ACT-UP Paris  
John G. Mason, William Paterson University of NJ  
Gustave Massiah, membre fondateur de l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs— Initiatives Pour un Autre Monde  
Georgina Murray, professeur, Griffith University  
Cyril Mychalejko, Upside Down World  
Robert Naiman, Just Foreign Policy  
Jan Nederveen Pieterse, University of California at Santa Barbara  
Bernard Noël, poète  
Derrick O'Keefe, Alliance canadienne pour la paix  
Karen Orenstein, Amis de la terre-Etats-Unis  
Rosalind Petchesky, Science Politique, City University of New York  
Wadner Pierre, Inter Press Service  
Kevin Pina, Haiti Information Project  
Justin Podur, York University  
Serge Quadrupani, écrivain  
Adam Ramsay, No Shock Doctrine for Haiti  
Jacques Rancière, professeur de philosophie, Paris VIII  
Judy Rebick, écrivain, fondatrice du site web Rabble.ca  
William I. Robinson, University of California Santa Barbara  
Pierre Rousset, Europe Solidaire Sans Frontières (ESSF)  
Stephen R. Shalom, William Paterson University  
Bobbi Siegelbaum, Educateur en santé  
Steve Siegelbaum, fondateur, The Computer School, NYC  
Fanny Simon, Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs— Initiatives Pour un Autre Monde  
Eyal Sivan, réalisateur  
Jeb Sprague, University of California Santa Barbara  
Jerome Thorel, Big Brother Awards France  
Louis-Georges Tin, Conseil Représentatif des Associations Noires  
Steve Weissman, journaliste  
Cornel West, Princeton University  
Howard Winant, University of California Santa Barbara  
Cécile Winter, médecin, Collectif Politique Sida en Afrique  
Lawrence Wittner, State University of New York Albany  
Marie Yared, Responsable du Plaidoyer, Vision du Monde France

---